

Le Gabon, porte d'entrée de la CEMAC

● Pour les investisseurs marocains, le Gabon représente une source d'opportunités. Plus encore, ce pays au système fiscal identique à celui du Maroc constitue une porte d'entrée pour toute la zone CEMAC. Telles sont les principales idées émises lors d'une réunion d'information organisée récemment par la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM).



« À partir du Gabon, on peut facilement pénétrer la CEMAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale). Ce pays constitue un excellent hub pour la région ». Le constat est de Franck Dautria, directeur général associé du cabinet conseil Monceau Juridique & Fiscal. Il s'exprimait lors d'une rencontre avec une vingtaine de représentants d'entreprises opérant au Maroc. Organisée le mardi 16 décembre par la CFCIM sous le thème « Comment et pourquoi investir

au Gabon depuis le Maroc ? Aspects juridiques, fiscaux et pratiques d'un projet d'investissement », cette réunion d'information a été riche en en-

Agroalimentaire et tourisme...deux secteurs pleins d'opportunités.

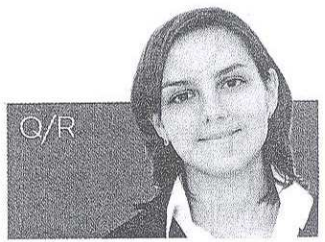
seignements sur l'environnement des affaires et le dispositif fiscal au Gabon. « C'est le pays avec lequel le Maroc a le plus de relations au sein de la CEMAC. Il

est très facile d'y faire des affaires. Il y a une certaine affinité avec le Maroc », poursuit le directeur associé de Monceau Juridique & Fiscal. Dans ce pays pétrolier, les entreprises sont dispensées des frais de douane pendant les 10 premières années d'investissements. Le système de gouvernance des sociétés est également jugé souple, dans un contexte de pré-décollage économique, grâce au plan « Gabon Émergent ».

Main-d'œuvre chère

Les secteurs phares de l'économie gabonaise devraient connaître une croissance considérable au cours des prochaines années. Il s'agit essentiellement de l'industrie, des infrastructures et du tourisme, sans oublier l'agroalimentaire. D'ailleurs, pour Maryse Cynthia Ivala Mpounah, conseiller économique à l'ambassade du Gabon à Rabat, « l'agroalimentaire, c'est là où le Maroc doit miser au Gabon ». Les entreprises marocaines, qui ne manquent plus d'expérience dans ces différents domaines, ont de belles cartes à jouer. Cependant, il faudra prendre en considération certaines réalités locales. « Le coût de la main-d'œuvre est très chère au Gabon. Il faut compter l'équivalent de 2.500 DH plus les charges sociales », avertit Zineb Chabbi, correspondante de Monceau Juridique & Fiscal à Libreville. Autre handicap : l'accès au foncier industriel demeure difficile. ●

●●●
Le pays propose de nombreux avantages en matière de fiscalité.



Zineb Chabbi
Conseillère juridique et fiscale, correspondante de Monceau Juridique & Fiscal à Libreville

Les ÉCO : Pourquoi investir au Gabon ?

Zineb Chabbi : Le Gabon constitue un pays sûr. L'investissement y est facilité, et aucun montant minimum d'investissement n'est exigé. Il n'y a pas l'obligation d'avoir un associé local. Dans certains cas, une entreprise est administrable depuis l'étranger. Par ailleurs, le plan stratégique « Gabon Émergent » cible les secteurs clés de l'économie. L'État met en place des zones économiques à régime privilégié, comparables aux zones franches industrielles.

Quelles sont les complications d'ordre fiscal ?

Je ne parlerais pas de complications, car c'est pareil dans tous les pays. Partout, il y a un système fiscal à respecter. Le Maroc et le Gabon présentent des systèmes fiscaux similaires, hormis dans le secteur pétrolier. Les deux pays ont signé une convention fiscale en 1999. Malheureusement, celle-ci n'est pas encore entrée en vigueur. Le jour où elle le sera, cela pourrait constituer un avantage fiscal pour les entreprises marocaines.

Quels sont les secteurs porteurs pour les entreprises marocaines ?

Les Marocains sont déjà présents dans plusieurs secteurs. On y retrouve de grands groupes nationaux. Le Maroc est vraiment privilégié au Gabon. L'agroalimentaire constitue un secteur plein de potentialités. L'expérience marocaine dans la construction de logements sociaux pourrait également représenter un grand atout, car le gouvernement gabonais a des projets dans ce secteur. Il en va de même dans le secteur touristique. ●

Un pays marqué par de fortes disparités sociales

coface

La stabilité politique du Gabon cache des tensions sociales latentes. Malgré un revenu par habitant moyen assez élevé pour la région, le Gabon étant classé 4e en Afrique subsaharienne en matière de PNB/habitant, le pays est marqué par de très grandes disparités économiques et géographiques et des carences en services sociaux et en infrastructures. En outre, le marché du travail souffre de pénuries de main-d'œuvre qualifiée. Le chômage des jeunes dépasse 30%, en raison du manque d'efficacité du système éducatif. Le Gabon produit d'importants efforts afin d'améliorer son environnement des affaires. Cependant, d'après les chiffres de la Banque mondiale, un important écart persiste entre le niveau du PNB/habitant, le pays se classant 59e au niveau mondial, et les résultats du Gabon en termes d'efficacité du gouvernement, de la qualité de la réglementation, du respect des lois et du contrôle de la corruption.